

Un pas vers la reconnaissance du lien entre le changement climatique et la désertification franchi dans la COP de Lima



La délégation algérienne ayant participé à la 20^{ème} Session de la Conférence des Parties à la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (COP20), tenue à Lima (Pérou) du 1 au 12 Décembre 2014, a, lors de l'examen du 5^{ème} rapport d'évaluation du groupe intergouvernemental d'experts sur le changement climatique (GIEC), relevé des lacunes dans ce rapport, en matière de données et d'observations dans les pays africains et plus particulièrement en ce qui concerne le lien entre les changements climatiques et la désertification.

Les remarques et les suggestions présentées par la délégation algérienne ont été ensuite prises en considération dans les conclusions du SBSTA (décision FCCC/SBSTA/2014/L.27) ayant noté que "le cinquième rapport d'évaluation avait recensé des lacunes en matière d'information, en particulier dans les pays en développement, surtout en Afrique, et sur de nouvelles questions telles que les liens entre les changements climatiques et la désertification".

L'intérêt du SBSTA et du GIEC à la problématique de la désertification et ses liens avec les changements climatiques constitue un élément de satisfaction pour la délégation algérienne et l'Algérie qui a plaidé depuis plusieurs années dans le cadre de la convention sur les changements climatiques pour le traitement du lien entre le phénomène de changement climatique et celui de la désertification. Cette réalisation a été saluée par plusieurs pays notamment en Afrique.

Par conséquent, la communauté internationale doit consentir des efforts importants en vue de soutenir les pays africains à mettre en place des stations d'observation, de former des élites dans le domaine des changements climatiques, de renforcer la collaboration internationale et de faire participer les scientifiques africains dans les différents rapports d'évaluation du climat. La reconnaissance des répercussions désastreuses des changements climatiques sur la désertification implique inéluctablement la prise en charge de ce dossier dans le chapitre « pertes et dommages des changements climatiques » des négociations climatiques afin de soutenir les pays affectés par ce phénomène dans la mise en place de mesures d'adaptation. Les pays où le désert représente une grande partie de leur territoire et où la couverture forestière, important puits de carbone, est faible, ne doivent pas subir le même traitement quant à la réduction d'émission de carbone.

Sur proposition de l'Algérie le SBSTA a, dans la résolution précitée, invité "le GIEC et les organisations internationales à informer

les Parties sur les efforts consentis pour combler les différentes lacunes d'information constatées dans le 5^{ème} rapport d'évaluation". Ces propositions seront présentées lors de la prochaine réunion du dialogue sur la recherche entre le GIEC et les Organisations Internationales et les Parties, qui se tiendra à l'occasion de sa quarante-deuxième session en juin 2015.

A ce titre, lors de la quarante-unième session de la réunion du dialogue tenue en marge de la COP de Lima, le GIEC et les organisations et agences internationales relevant des Nations Unies ont fait des présentations sur l'impact des changements climatiques dans différents domaines.

Les présentations ont été effectuées par : le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) sur les lacunes de l'adaptation, l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et le changement climatique, la Banque Mondiale sur la facturation du carbone, l'Agence Internationale de l'Energie (IEA) sur l'énergie et le changement climatique et enfin l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur l'impact des changements climatiques sur la santé.

Lors du dialogue avec les Parties, l'Algérie a précisé qu'aucun rapport n'existe à ce jour sur le lien entre les changements climatiques et la désertification. Le GIEC, les organisations et les agences présentes à la Conférence ont reconnu la défaillance sur ce sujet. L'Algérie a attiré leur attention sur le fait que les impacts du changement climatique sur la désertification sont multiples : dégradation des sols et leurs conséquences sur la sécurité alimentaire, l'avancement du désert, les poussières désertiques qui ont un impact négatif sur la qualité de l'air et sur la santé, en plus le rôle de ces poussières désertiques sur le réchauffement global n'a pas été suffisamment développé dans les différents rapports du GEIC.

L'introduction de ces éléments dans les conclusions adoptées au terme de la Conférence a été considérée par le Président du Groupe Africain comme étant une avancée pour le continent Africain.

Prof. Noureddine Yassaa

Directeur de l'EPST CDER

Point Focal du GIEC de l'Algérie